

---

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT  
Genève

---

# LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE 2008

**RÉSULTATS À L'EXPORTATION APRÈS  
LA LIBÉRALISATION DU COMMERCE:  
Quelques Tendances et Perspectives**



NATIONS UNIES  
New York et Genève, 2008

## Notes

- 1 La prime de change est calculée de la manière suivante: taux sur le marché parallèle moins taux officiel sur taux officiel.
- 2 Premièrement, les seuils fixés pour les taxes, les obstacles non tarifaires et la prime sont arbitraires. Il ne saurait en être autrement car aucune économie n'est parfaitement libéralisée et ne peut donc servir de comparateur. Deuxièmement, la définition de la libéralisation fait appel à différents types de données provenant de sources différentes, dont certaines exigent dans une certaine mesure une interprétation subjective. En outre, les informations pertinentes n'étaient pas toujours disponibles pour chaque critère et chaque pays, si bien que tous les pays n'ont pas été classés en fonction des cinq critères retenus. Ces lacunes sont reconnues par Sachs et Warner eux mêmes. Troisièmement, certains critères de la libéralisation du commerce évoluent en fonction de l'histoire et ne revêtent pas ainsi toujours la même pertinence. Par exemple, avec l'effondrement du communisme à la fin des années 80, le critère 5 a perdu de sa pertinence dans les années 90 et 2000. Il en va de même des critères 3 et 4: les taux de change officiels et parallèles se sont rapprochés dans la plupart des pays en développement pendant les années 90, réduisant ainsi la prime de change à un niveau très faible. En outre, les monopoles publics sur les exportations ont été dans une large mesure supprimés dans la plupart des pays. Quatrièmement, les moyennes des droits de douane, les obstacles non tarifaires et les primes de change sur les marchés parallèles pour la période considérée ainsi que les informations de fin de période sur les offices de commercialisation des exportations et le socialisme sont des indicateurs très approximatifs de la date de la libéralisation. Il est plus intéressant de déterminer l'année de cette libéralisation, et pas simplement la décennie dans laquelle celle ci est intervenue. Globalement, il a été constaté que l'indicateur de Sachs et Warner avait tendance à sous évaluer l'ouverture commerciale.
- 3 Le coefficient de la variable du sous échantillon des pays africains est pratiquement le double de celui des autres pays en développement et les deux sont statistiquement différents.
- 4 La part en volume de la plupart de ces matières premières traditionnelles dans les échanges est revenue de 18 à 11 % entre 1980 1981 et 2000 2001 alors même que celle des fruits et légumes progressait d'environ 15 % au cours de la même période. La part en volume du riz, des poulets et des fleurs coupées a progressé de 40 % entre 1993 1995 et 2003 2005 (Havnevik *et al.*, 2007: 26).
- 5 En dépit de la forte augmentation des prix nominaux à l'exportation de toute une gamme de produits de base agricoles ces dernières années, les prix réels ont globalement eu tendance à baisser entre 1993 1995 et 2003 2005 (Havnevik *et al.*, 2007: 26). Pour une discussion détaillée de la forte volatilité des prix et de son impact sur les économies africaines, voir CNUCED, 2003a, notamment les pages 2 à 22.
- 6 Sur les 48 autres pays pour lesquels on disposait de données pour la période 2003 2005, les produits de base primaires représentaient plus de 90 % des recettes d'exportation de 13 pays, dont huit exportateurs de pétrole, et plus de 75 % des recettes de la moitié des pays considérés. Si on exclut les combustibles, les produits

de base primaires représentaient au moins 70 % des exportations totales d'un pays sur trois. La presque totalité des 10 pays pour lesquels les produits de base primaires (y compris les combustibles) représentaient moins de 50 % des exportations totales étaient des pays à revenu intermédiaire.

- 7 Les économies en transformation d'Asie du Sud, d'Asie de l'Est, du Pacifique, du Moyen Orient et d'Afrique du Nord sont à l'origine des deux tiers environ de la croissance de l'agriculture du monde en développement, principalement grâce à des gains de productivité plutôt que par un accroissement des superficies cultivées. En Asie de l'Est, les rendements céréaliers ont progressé de 2,8 % par an entre 1961 et 2004, contre 1,8 % dans les pays industrialisés (Banque mondiale, 2008b).
- 8 «Le principal objectif est d'accroître la productivité et l'efficacité de la filière du coton en passant d'une structure monopolistique à un système basé sur la concurrence. Le projet vise à stimuler la production cotonnière tout en garantissant la répartition des gains de productivité et des augmentations de revenus entre un plus grand nombre de producteurs et en induisant des effets démultiplicateurs aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la filière ainsi que sur l'ensemble de l'économie.» (Bénin: réforme du secteur du coton: une analyse de la pauvreté et de l'impact social, disponible sur le site de la Banque mondiale à l'adresse [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)).
- 9 En 2007, le prix d'un sac d'engrais de 50 kg était de l'ordre de 6,50 dollars, soit un quart de ce qu'il était en 2004.
- 10 C'est là la principale conclusion de l'abondante littérature sur l'élasticité prix de la production agricole, qui porte principalement sur des questions méthodologiques et la qualité des données permettant d'évaluer la réponse de l'offre dans différents contextes socioéconomiques. Toutefois, ce point n'est pas abordé ici étant donné qu'il n'a pas de rapport direct avec l'analyse présentée.
- 11 Sauf indication contraire, la présente section repose sur CNUCED, 1998a, chap. III.
- 12 Il s'agit de biens de consommation tels que le savon, les textiles, le sucre, l'huile de friture, le lait en boîte, les allumettes, la tôle ondulée pour la couverture des toits, les radios et les vélos, dont la production était insuffisante en raison de l'effondrement de l'économie de nombreux pays avant la mise en œuvre de programmes d'ajustement.
- 13 Ceci a été confirmé par le Groupe indépendant d'évaluation qui a examiné l'assistance fournie par la Banque mondiale au secteur agricole en Afrique subsaharienne en 2007 (Banque mondiale, 2007).
- 14 Défini comme la valeur ajoutée agricole moins la consommation totale des producteurs agricoles.
- 15 On ne peut toujours pas dire avec certitude si les systèmes de propriété des sols encouragent ou découragent les investissements et l'innovation agricoles. D'après certaines données, les systèmes locaux, y compris les règles en matière d'héritage qui prévoient la répartition de la terre entre de nombreux héritiers, ont souvent conduit à des superficies trop faibles – ou, lorsque la personne décédée avait plusieurs exploitations, à l'éclatement des parcelles – pour justifier tout investissement. D'autre part, il se pourrait que ce système favorise les investissements parce que ceux-ci contribuent à renforcer les droits des exploitants (CNUCED, 1997b; 1998a).
- 16 <http://www.country-studies.com/ghana/the-economic-recovery-program.html>.

- 17 Ce pourcentage est très inférieur à ce que l'on constate dans d'autres régions en développement, y compris au début des années 60.
- 18 Hors agriculture sur terre aride.
- 19 Pour un examen détaillé des questions liées à l'accès au marché et des subventions, voir CNUCED, 2003a, p. 22 à 26.
- 20 En dépit d'une marge préférentielle négative (en moyenne, les exportations en provenance du reste du monde sont préférées aux exportations en provenance de l'Afrique), l'accès aux marchés reste satisfaisant du fait d'un accès préférentiel qui se traduit par des droits moyens à l'exportation plus faibles («effet de composition») et fait plus que compenser la marge préférentielle négative (Bora *et al.*, 2007).
- 21 Les exportations du Bénin, du Malawi, de Maurice, du Swaziland et du Togo, par exemple, sont pénalisées parce qu'il s'agit essentiellement de produits fortement protégés et que les préférences accordées ne compensent pas pleinement les pertes. En revanche, celles de la Jamahiriya arabe libyenne, de la République démocratique du Congo et du Tchad ne le sont pas étant donné qu'il s'agit principalement de pétrole, de gaz et de minerais (Bora *et al.*, 2007).
- 22 Les pays développés ont été accusés de transférer à la «catégorie verte» une grande partie des subventions concernées par les engagements de réduction (Das, 2006; Sharma, 2006).
- 23 L'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires énonce des règles de sécurité alimentaire ainsi que des normes de santé animale et végétale. S'il permet aux pays de fixer leurs propres normes, il prévoit également que les réglementations doivent être fondées sur des principes scientifiques et ne doivent être appliquées que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux. Les mesures sanitaires et phytosanitaires ne doivent pas établir de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les membres où existent des conditions identiques ou similaires. Les membres sont encouragés à établir leurs mesures sur la base des normes, directives et recommandations internationales mais peuvent introduire ou maintenir des mesures qui entraînent un niveau de protection plus élevé s'il y a une justification scientifique. L'Accord sur les obstacles techniques au commerce a pour objet de faire en sorte que les réglementations et les normes ainsi que les procédures de test et de certification ne créent pas d'obstacles inutiles. Toutefois, cet accord reconnaît également le droit des pays à adopter les normes qu'ils considèrent appropriées. Les procédures utilisées afin de déterminer la conformité d'un produit aux normes applicables doivent être justes et équitables. L'Accord décourage toute méthode qui donnerait aux biens produits localement un avantage injuste. Toutefois, en dépit de toutes ces garanties, il semblerait que les deux accords aient été utilisés à des fins protectionnistes.
- 24 Sauf indication contraire, la présente section repose sur CNUCED, 2003a.
- 25 La gouvernance de ces chaînes mondiales de valeur (qui définit la répartition fonctionnelle du travail le long de la chaîne) en détermine la participation et oblige les autres acteurs à mener des activités non souhaitées pour accroître la valeur ajoutée, faute d'être exclus. La redistribution au sein de ces chaînes prend la forme de marginalisation/exclusion ou d'inclusion/montée en puissance (Gibbon et Ponte, 2005).

- 26 Toutefois, des analyses par pays seraient nécessaires pour mieux comprendre le rapport entre les résultats de l'Afrique à l'exportation et la libéralisation du commerce compte tenu de la diversité des conditions agroécologiques ainsi que de la qualité de la mise en œuvre des politiques de libéralisation par les divers gouvernements, et des conditions initiales en vigueur.
- 27 Il convient toutefois de faire observer qu'il n'existe pas de solutions simples à court-moyen terme aux problèmes socioéconomiques qui déterminent l'accès à la terre, la répartition du travail entre hommes et femmes, le contrôle des ressources et la répartition du revenu de l'agriculture.
- 28 On trouvera des explications précises sur l'absence de production de forts volumes d'articles manufacturés dans la section qui traite des questions microéconomiques.
- 29 Voir à ce sujet «Commodity dependence and development», Action Aid and the South Centre, à consulter à l'adresse <http://www.southcentre.org>.
- 30 L'indice dit «de sophistication» est fondé sur l'hypothèse que les pays les plus riches exportent des produits plus élaborés parce que ceux-ci doivent permettre à des producteurs aux coûts de main-d'œuvre élevés d'entrer en concurrence sur les marchés mondiaux. Ces produits se caractérisent par un fort contenu technologique, de faibles coûts de transport, de bonnes infrastructures, un travail de mise en marché, etc. L'indice est la résultante de tous ces facteurs. On trouvera des calculs détaillés dans Lall *et al.* (2006).
- 31 Les biens les moins productifs sont les matières premières exportées par plusieurs pays africains. On peut citer les dérivés des légumes, les fibres de sisal, les clous de girofle et la vanille. Les biens les plus productifs n'existent pas en Afrique. Il s'agit de certains types de fer et d'acier aluminisé, de palplanches de fer ou d'acier, de fibres de viscose pour pneumatiques et de films de cuivre enrichi non doublés (voir tableau 3). Il est intéressant de noter que tous ces produits pourraient être fabriqués en Afrique avec les matières premières que fournit le continent.
- 32 Hausmann *et al.* (2007) définissent le «découverte des coûts» comme l'opération par laquelle le chef d'entreprise essaie de produire un article pour la première fois dans un pays en développement, en faisant face à des incertitudes de coût beaucoup plus élevées que celles qu'auront à assumer ceux qui l'imiteront. Le fait est que si la première tentative réussit, son auteur fait comprendre à ses éventuels concurrents que l'article en question peut être produit avec profit et il réduit d'autant les coûts de recherche-développement. Les rendements sociaux sont alors très élevés. En revanche, si l'innovateur échoue, il prend à sa charge l'intégralité du coût de l'expérience. Par conséquent, pour encourager plus de chefs d'entreprise à se lancer dans cette «découverte des coûts», à l'issue de laquelle de nouveaux produits sont inventés, produits et éventuellement exportés, il faut dûment dédommager les innovateurs au regard aussi des externalités positives qui s'attachent aux recherches fructueuses.
- 33 L'efficacité technique est le rapport entre la production effective de l'entreprise et la production limite ou production maximale possible, à technologie et facteurs de production constants. L'efficacité d'exploitation désigne d'autre part l'efficacité avec laquelle une entreprise répartit ses facteurs de production pour réduire ses coûts au minimum.

- 34 La question des barrières non tarifaires est traitée aux chapitres 1 et 2.
- 35 La question du rationnement du crédit est traitée plus loin.
- 36 Pour un examen détaillé de ces politiques, voir CNUCED, 2003a; CNUCED, 2003b; et Programme détaillé de développement de l'agriculture africain du NEPAD, à l'adresse [http://www.fao.org/docrep/005/Y6831E/y6831e\\_01.htm#TopOfPage](http://www.fao.org/docrep/005/Y6831E/y6831e_01.htm#TopOfPage).
- 37 Étant donné que la plupart des gouvernements ne peuvent déjà pas atteindre cet objectif, la date butoir pour le réaliser devrait peut-être être reportée à 2015.
- 38 Les mesures suivantes sont autorisées par l'Accord: dépenses pour la recherche agricole, la vulgarisation, la formation pour certaines cultures alimentaires (y compris la fourniture de moyens destinés à faciliter le transfert des informations et des résultats de la recherche aux producteurs), la lutte contre les parasites et les maladies et même la commercialisation. Les pays d'Afrique subsaharienne pouvaient aussi fournir des services d'infrastructure pour appuyer le développement agricole sans déroger aux dispositions de l'Accord. Ces services incluent: les infrastructures physiques pour promouvoir les activités agricoles – y compris routes, électricité, eau, barrages et systèmes de drainage –, les programmes environnementaux et l'assistance aux régions démunies. Le calcul et l'application de la mesure globale du soutien ne visent pas des produits déterminés, ce qui garantit une certaine flexibilité dans les politiques de soutien interne pour autant que les niveaux d'engagement globaux reflétés dans les listes individuelles des pays ne soient pas excédés. Au titre du traitement spécial et différencié accordé aux PMA et aux autres pays en développement pauvres, y compris ceux de l'Afrique subsaharienne, les gouvernements peuvent aussi recourir à une catégorie spéciale de mesures de soutien de la production qui n'entrent pas dans le calcul de la mesure globale du soutien totale courante du pays. Ces mesures comprennent les subventions aux intrants agricoles pour les producteurs à faible revenu ou pauvres en ressources, les subventions à l'investissement et l'aide publique pour encourager le développement agricole et rural. Ces exemptions ménagent aux pays d'Afrique subsaharienne une très large marge d'action pour soutenir leur agriculture (Gayi, 2007; Hodge et Charman, 2007).
- 39 Compte tenu des effets de distorsion que les «fonds alloués aux projets» pouvaient introduire dans le processus budgétaire, ces fonds pouvaient être déboursés dans le cadre des budgets nationaux, à condition d'être spécifiquement affectés à des activités de diversification.
- 40 Pour un examen de propositions spécifiques pour voir comment les négociations actuelles du Cycle de Doha pourraient contribuer à améliorer le secteur de l'agriculture, à promouvoir les exportations et à pallier les problèmes de sécurité alimentaire de l'Afrique subsaharienne, voir Gayi, 2007, 313-316.
- 41 Pour des exemples du soutien apporté par les États-Unis dans les domaines de l'investissement et du commerce en Afrique, voir la déclaration du représentant des États-Unis à la quarante quatrième réunion directive du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED le 9 juillet 2008.
- 42 Le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine est le résultat d'un effort institutionnel conjoint de la FAO, du Programme alimentaire mondial et du partenariat Banque mondiale/Forum africain pour la recherche agricole. Ce

programme repose sur trois «piliers» interdépendants, afin de réagir rapidement face à la crise de l'agriculture africaine: a) étendre les surfaces sous gestion durable des terres et les systèmes fiables de contrôle de l'eau; b) renforcer l'infrastructure rurale et les capacités commerciales en vue d'améliorer l'accès aux marchés; et c) accroître l'approvisionnement alimentaire et réduire la faim. Il existe encore un autre «pilier», sur le long terme, celui de la recherche et de la vulgarisation agricoles et de l'adoption des technologies, et d'autres questions, comme celles de la réforme institutionnelle, du renforcement des capacités et du rôle des femmes dans l'agriculture, sont également couvertes. Voir [http://www.fao.org/docrep/005/Y6831E/y6831e\\_01.htm#TopOfPage](http://www.fao.org/docrep/005/Y6831E/y6831e_01.htm#TopOfPage) (consultation 12 juin 2008).

43 Voir *Jeune Afrique* (2007).

44 Ce problème a été mis en relief lors des discussions tenues dans le cadre des ateliers de la CNUCED au Burundi et en Zambie sur le renforcement du rôle des ressources intérieures pour financer le développement organisé en avril 2008. Il s'agit d'un projet financé au titre de la cinquième tranche du Compte de l'ONU pour le développement.

## Bibliographie

Ackah C et Morrissey O (2005). Trade policy and performance in sub-Saharan Africa since the 1980s. Economic research working paper 78. Tunis. Banque africaine de développement.

Amurgo-Pacheco A et Pierola MD (2008). Patterns of export diversification in developing countries: intensive and extensive margins. Policy research working paper 4473. Washington, Banque mondiale.

Audretsch DB (1991). New-firm survival and the technological regime. *The Review of Economics and Statistics*, 73 (3): 441–450.

Audretsch DB et Mahmood T (1995): New firm survival: new results using a hazard function. *The Review of Economics and Statistics*, 77 (1): 97–103.

Baldwin RE et Seghezza E (1996). Testing for trade-induced investment-led growth. NBER Working Paper Series 5416. Cambridge. National Bureau of Economic Research.

Banque mondiale (1981). *Accelerated Development in Sub Saharan Africa: an Agenda for Action*, Washington, Banque mondiale.

Banque mondiale (1994). *Adjustment in Africa: Reforms, Results, and the Road Ahead*, Washington, Banque mondiale.

Banque mondiale (2006). Africa Database, CD ROM.

Banque mondiale (2007). World Bank assistance to agriculture in Sub Saharan Africa. *AIEG Review*, Washington, Banque mondiale.

Banque mondiale (2008a). *World Development Indicators*, Washington, Banque mondiale.

Banque mondiale (2008b). *Rapport sur le développement dans le monde: L'agriculture au service du développement*, Washington, Banque mondiale.

Bigsten A et Soderbom M (2006). What have we learned from a decade of manufacturing enterprise surveys in Africa? *The World Bank Research Observer*, 2 (2): 241–265.

Bigsten A, Collier P, Dercon S, Fafchamps M, Gauthier B, Gunning J, Oduro A, Oostendorp R, Pattillo C, Soderbom M, Teal F et Zeufack A (2004). Do African manufacturing firms learn from exporting? *Journal of Development Studies*, 40 (3): 115–141.

Bigsten A, Collier P, Dercon S, Fafchamps M, Gauthier B, Gunning J, Oduro A, Oostendorp R, Pattillo C, Soderbom M, Teal F et Zeufack A (2003). Credit constraints in manufacturing enterprises in Africa. *Journal of African Economies*, 12 (1): 104–125.

Bora B, Kuwahara A et Laird S (2002). *Quantification of Non-Tariff Measures*. UNCTAD/ITCD/TAB/19. Genève: CNUCED.

Bora S, Bouet A et Roy D (2007). The marginalization of Africa in world trade. *IFPRI Research Brief 7*. Washington, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

Borgatti L (2007). Timing and sequencing of trade liberalization in the least developed countries: Does foreign aid play a role? *Economia Internazionale*, LX (1): 33–56.



Brownbridge M et Gayi S (1999). Progress, constraints and limitations of financial sector reforms in the least developed countries. *Finance and Development Research Programme Paper No.7*. Manchester. Institute for Development Policy and Management.

CNUCED (1997a). *Rapport sur le commerce et le développement, 1997*. Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.97.II.D.8, New York et Genève.

CNUCED (1997b). *Rapport 1997 sur les pays les moins avancés*. Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.97.II.D.6, New York et Genève.

CNUCED (1998a). *African Development in a Comparative Perspective*. Publication des Nations Unies, numéro de vente: G.V.E.99.0.21. Oxford, James Curry et Trenton NJ, Africa World Press.

CNUCED (1998b). *Rapport 1998 sur les pays les moins avancés*. Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.98.II.D.11, New York et Genève.

CNUCED (2003a). *Le développement économique en Afrique: Résultats commerciaux et dépendance à l'égard des produits de base*. Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.03.II.D.34, New York et Genève.

CNUCED (2003b). Rapport de la Réunion de personnalités sur les questions relatives aux produits de base présenté à la cinquantième session du Conseil du commerce et du développement, 6 17 octobre 2003, document TD/B/50/11, Genève, 30 septembre 2003.

CNUCED (2004). *Le développement économique en Afrique: Endettement viable, oasis ou mirage?* Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.04.II.D.37, New York et Genève.

CNUCED (2005). *Le développement économique en Afrique: Repenser le rôle de l'investissement étranger direct*. Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.05.II.D.12, New York et Genève.

CNUCED (2006). *Le développement économique en Afrique: Doublement de l'aide: assurer la «grande poussée»*. Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.06.II.D.10, New York et Genève.

CNUCED (2007). *Le développement économique en Afrique: Retrouver une marge d'action: la mobilisation des ressources intérieures et l'État développementiste*. Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.07.II.D.12, New York et Genève.

CNUCED (2008a). Manuel de statistiques de la CNUCED, accessible en ligne à l'adresse <http://www.unctad.org/>.

CNUCED (2008b). *Le renouveau des produits de base au XXI<sup>e</sup> siècle*, document TD/428. Note établie par le secrétariat de la CNUCED pour la douzième session de la Conférence, Accra (Ghana), 20 25 avril 2008.

CNUCED (2008c). Base de données en ligne TRAINS (consultation 27 mai 2008).

Commission économique pour l'Afrique et Union africaine (2007). *Rapport économique sur l'Afrique 2007: Accélérer le développement de l'Afrique par la diversification*. Publication de la Commission économique pour l'Afrique, numéro de vente: F.07.II.K.1, Addis Abeba.

Commission économique pour l'Afrique et Union africaine (2008). *Rapport économique sur l'Afrique 2008: L'Afrique et le Consensus de Monterrey*. Publication de la Commission économique pour l'Afrique, numéro de vente: F.08.II.K.3, Addis Abeba.

- DasBL (2006). Imbalances in the Hong Kong (China) ministerial outcome. [http://www.twinside.org.sg/title2/par/HK\\_outcome\\_SUNS\\_version\\_13feb06.doc](http://www.twinside.org.sg/title2/par/HK_outcome_SUNS_version_13feb06.doc) (consultation 11 juillet 2008).
- Dean JM, Desai S et Riedel J (1994). Trade policy reform in developing countries since 1985: a review of the evidence. *World Bank Discussion Paper* 267. Washington, Banque mondiale.
- Diouf J (1989). The challenge of agricultural development in Africa. Conférence commémorative Sir John Crawford, 2 novembre 1989, Washington, Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale.
- Dollar D et Zeufack A (1999). *Why Are Thai Firms More Productive than Kenyan Firms? Using Firm Data to Explore International Differences in Productivity and Business Environment*. Manuscript. Washington, Banque mondiale.
- Fafchamps M, El Hamine S et Zeufack A (2008). Learning to export: evidence from Moroccan manufacturing. *Journal of African Economies*, 17 (2): 305–355.
- FAO (2008a). Base de données statistiques en ligne FAOSTAT.
- FAO (2008b). Aperçu général de la situation des disponibilités vivrières dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier. Perspectives de récoltes et situation alimentaire 2.
- Fitter R et Kaplinsky R (2001). Who gains from product rents as the coffee market becomes more differentiated? A value chain analysis. *IDS Bulletin* 32 (3): 69–82.
- FMI (2005). Review of the IMF's trade restrictiveness index. Background paper to the Review of Fund Work on Trade. Washington, Fonds monétaire international.
- Fukunishi T (2007). Has low productivity constrained competitiveness of African firms? Comparison of firm performances with Asian firms. *IDE Discussion Paper* 129. Chiba, Japon: Institute of Developing Economies.
- Gala P (2008). Real exchange rate levels and economic development: theoretical analysis and econometric evidence. *Cambridge Journal of Economics* 32 (2): 273–288.
- Gayi SK (2007). Does the WTO Agreement on Agriculture endanger food security in sub-Saharan Africa? Dans Shabd SA, Davis B et Guha-Khasnobis B (Eds.) (2007). *Food Security: Indicators, Measurement, and the Impact of Trade*. UNU-WIDER Studies in Development Economics. Oxford University Press.
- Gibbon P et Ponte S (2005). *Trading Down: Africa, Value Chains and the Global Economy*. Philadelphia. Temple University Press.
- Green CJ, Kimuyu P, Manos R et Murinde V (2007). How do small firms in developing countries raise capital? Evidence from a large-scale Survey of Kenyan micro and small-scale enterprises. *Advances in Financial Economics*, 12: 379–404.
- Habyarimana J (2003). The benefits of banking relationships: evidence from Uganda's banking crisis. Mimeographed document. Harvard University.
- Hausmann R, Hwang J et Rodrik D (2007). What you export matters. *Journal of Economic Growth*, 12 (1): 1–25.
- Havnevik K, Bryceson D, Birgegard L, Matondi P et Beyene A (2007). *African Agriculture and the World Bank: Development of Impoverishment?* Rapport fondé sur un atelier organisé par le Nordic Africa Institute, Uppsala, 13 14 mars 2007. Nordiska Afrikainstitutet.
- Herbst J (1993). *The Politics of Reform in Ghana, 1982–1991*. Berkeley: University of California Press.

Heydon K (2006). After the WTO Hong Kong (China) ministerial meeting: what is at stake? OECD Trade Policy Working Paper, No 27. OCDE, Paris.

Hodge J et Charman A (2007). An analysis of the potential impact of the current WTO agricultural negotiations on government strategies in the SADC region. Dans Shabd SA, Davis B et Guha-Khasnobis B (Eds.) (2007). *Food Security: Indicators, Measurement, and the Impact of Trade*. UNU-WIDER Studies in Development Economics. Oxford University Press.

Hoekman B, Ng F et Olareaga M (2002). Reducing agricultural tariffs versus domestic support: What's more important for developing countries? *World Bank Policy Research Working Paper 2918*. Washington, Banque mondiale.

Holslag J, Geeraerts G, Gorus J et Smis S (2007). *China's Resources and Energy Policy in Sub-Saharan Africa*. Rapport pour le Comité pour le développement du Parlement européen, Vrije Universiteit. Bruxelles, 19 mars 2007.

Humphreys M, Sachs JD et Stiglitz JE (2007). Introduction: What is the problem with natural resource wealth? Dans Humphreys M, Sachs JD et Stiglitz JE (Eds.) *Escaping the Resource Curse*. New York. Columbia University Press, 1–20.

Jeune Afrique (2007). Les dessous de l'offensive chinoise en République démocratique du Congo, 2438: 98. 30 septembre 2007.

Kaplinsky R et Morris M (2007). Do the Asian drivers undermine export-oriented industrialization in sub-Saharan Africa? *World Development* 36 (2): 254–273.

Lall S, Weiss J et Zhang J (2006). The "sophistication" of exports: a new measure of product characteristics. *World Development* 34 (2): 222–237.

McCalla AF et Nash J (2007). *Reforming Agricultural Trade for Developing Countries, Key Issues for a Pro-development Outcome of the Doha Round*. Volume One. Banque mondiale, Washington.

Mayer J et Fajarnes P (2005). Tripling Africa's primary exports: What? How? Where? UNCTAD Discussion Paper 180. Genève, CNUCED.

Mengistae T et Pattillo C (2004). Export orientation and productivity in sub-Saharan Africa. *IMF Staff Papers* 51 (2): 327–53.

Mutume G (2006). New barriers hinder African trade. *Africa Renewal*. 19 janvier 2006 (4), p. 18 et 19.

Nzobonimpa O, Nkurunziza J et Ndikumana L (2006). Promoting a development-oriented financial system in Burundi. Document préparé pour le Consortium pour la recherche économique en Afrique, juin 2006.

Ndikumana L (2000). Financial determinants of domestic investment in sub-Saharan Africa: evidence from panel data. *World Development* 28 (2): 381–400.

Nkurunziza JD (2005a). Credit can precipitate firm failure: evidence from Kenyan manufacturing in the 1990s. Working paper WPS 2005-04. Centre for the Study of African Economies, University of Oxford.

Nkurunziza JD (2005b). The effect of credit on growth and convergence of firms in Kenyan manufacturing. Working Paper WPS/2005-01. Centre for the Study of African Economies, University of Oxford.

Ocampo JA et Parra MA (2003). The terms of trade for commodities in the twentieth century. CEPAL Review 79. Santiago, Chili, Commission économique pour l'Amérique latine.

OCDE (2008a). *Entreprendre pour le développement 2008. Promouvoir les échanges commerciaux agricoles en Afrique, une perspective du Centre de développement*. Paris, OCDE.

OCDE (2008b). Base de données statistiques en ligne de l'OCDE (consultation 21 juillet 2008).

OMC (2001). Conférence ministérielle de l'OMC, Doha, 2001: Déclaration ministérielle, document WT/MIN(01)/DEC/1, 20 novembre 2001.

OMC (2005). Programme de travail de Doha: Déclaration ministérielle, document WT/MIN(05)/DEC. Conférence ministérielle, sixième session, Hong Kong (Chine), 22 décembre 2005.

Sachs JD et Warner A (1995). Economic reform and the process of global integration. *Brookings Papers on Economic Activity*. 1: 1–118.

Santos-Paulino A et Thirlwall A (2004). The impact of trade liberalization on exports, imports and the balance of payments of developing countries. *Economic Journal* 114: 50–72.

Sharma D (2006). WTO Hong Kong (China) ministerial: much ado about nothing. *Motion Magazine*, 21 janvier 2006.

Teal F (1999a). Why can Mauritius export manufactures and Ghana not? *The World Economy* 22 (7): 981–993.

Teal F (1999b). The Ghanaian manufacturing sector 1991–1995: firm growth, productivity and convergence. *Journal of Development Studies* 36: 109–127.

Traoré A (1990). Ivory Coast: agricultural and industrial development. Dans Hamid Aït Amara et Bernard Founou-Tchuigoua (Eds.) (1990). *African Agriculture: The Critical Choices*. Zed Books. Londres et New Jersey. United Nations University Press, Tokyo. En coopération avec le Forum du tiers monde, Dakar.

United States Energy Information Administration (US EIA) (2008). *US EIA Online Statistical Database*. Consultable à l'adresse: <http://www.eia.doe.gov> (consultation 28 mai 2008).

Van Biesebroeck J (2005). Exporting raises productivity in sub-Saharan African manufacturing firms. *Journal of International Economics* 67 (2): 373–91.

Wacziarg R et Welch KH (2003). Trade liberalization and growth: new evidence. NBER working paper series 10152. Cambridge: National Bureau of Economic Research.

Wang J (2007). What drives China's growing role in Africa? IMF working paper WP/07/211. Washington, FMI.

Wood A et Mayer J (2001). Africa's export structure in a comparative perspective. *Cambridge Journal of Economics* 25 (3): 369–394.

Wu Y et Zeng L (2008). The impact of trade liberalization on the trade balance in developing countries. IMF working paper WP/08/14. Washington, FMI.

**Série Le développement économique en Afrique:**

- 2000** *Les flux de capitaux et la croissance en Afrique* – TD/B/47/4 – UNCTAD/GDS/MDPB/7  
Collaborateurs: Yilmaz Akyüz, Kamran Kousari (chef d'équipe), Korkut Boratav (consultant).
- 2001** *Bilan, perspectives et choix des politiques économiques* – UNCTAD/GDS/AFRICA/1  
Collaborateurs: Yilmaz Akyüz, Kamran Kousari (chef d'équipe), Korkut Boratav (consultant).
- 2002** *De l'ajustement à la réduction de la pauvreté: Qu'y a-t-il de nouveau?* – UNCTAD/GDS/AFRICA/2  
Collaborateurs: Yilmaz Akyüz, Kamran Kousari (chef d'équipe), Korkut Boratav (consultant).
- 2003** *Résultats commerciaux et dépendance à l'égard des produits de base* – UNCTAD/GDS/AFRICA/2003/1  
Collaborateurs: Yilmaz Akyüz, Kamran Kousari (chef d'équipe), Samuel Gayi.
- 2004** *Endettement viable, oasis ou mirage?* – UNCTAD/GDS/AFRICA/2004/1  
Collaborateurs: Kamran Kousari (chef d'équipe), Samuel Gayi, Bernhard Gunter (consultant), Phillip Cobbina (recherches).
- 2005** *Repenser le rôle de l'investissement étranger* – UNCTAD/GDS/AFRICA/2005/1  
Collaborateurs: Kamran Kousari (chef d'équipe), Samuel Gayi, Richard Kozul-Wright, Phillip Cobbina (recherches).
- 2006** *Doublement de l'aide: assurer la «grande poussée»* – UNCTAD/GDS/AFRICA/2006/1  
Collaborateurs: Kamran Kousari (chef d'équipe), Samuel Gayi, Richard Kozul-Wright, Jane Harrigan (consultant), Victoria Chisala (recherches).
- 2007** *Retrouver une marge d'action: la mobilisation des ressources intérieures et l'État développementiste* – UNCTAD/ALDC/AFRICA/2007  
Collaborateurs: Samuel Gayi (chef d'équipe), Janvier Nkurunziza, Martin Halle, Shigehisa Kasahara.

Des exemplaires des rapports de la série Le développement économique en Afrique peuvent être obtenus auprès de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux, CNUCED, Palais des Nations, CH 1211 Genève 10, Suisse (télécopieur: 022 917 0274; courriel: [africadev@unctad.org](mailto:africadev@unctad.org).) Les rapports sont également disponibles sur le site <http://www.unctad.org>.